
François Hollande à Quimper le 15 octobre 2008

François Hollande à Quimper, c'est la première fois que nous l'accueillons comme Premier secrétaire.

L'actualité pour les Français c'est la crise et pas le Congrès du Parti socialiste. Pourtant on peut y voir un lien. La crise oblige à des devoirs : premièrement un devoir de responsabilité. Il ne faut pas de mesquinerie, de médiocrité, de démagogie ni de surenchère. Deuxièmement, un devoir de cohérence : la prochaine direction et le prochain parti socialiste auront à affronter cette crise ; il ne faut pas partir dans tous les sens mais restés soudés. Troisièmement, un devoir de crédibilité : les Français devront voir en nous une équipe avec toute la gauche, capable de diriger la France, d'être écouté et influent en Europe et notamment dans le Parti Socialiste Européen. Pourtant, cette crise a eu au moins un mérite : la chute de la croissance et la récession sont un problème de l'économie et des traders. Elle annule donc la prétendue responsabilité des 35heures. Plutôt que d'incriminer le code du travail, il faudrait plutôt dénoncer le code de la finance ; les subprimes, c'est plus grave que les congés payés.

Chacun est assez grand pour juger la responsabilité de Nicolas Sarkozy, en particulier ses largesses de juillet 2007 quand il se croyait tout permis, notamment sur le fameux bouclier fiscal, permettant à un riche de se faire rembourser un impôt qu'il ne paie pas ! Pour la France, il s'agit de 15 066 ménages fiscaux qui sont concernés, 246 781 208 euros restitués. Pour la Bretagne, ce sont 463 ménages et 6 573 386 euros restitués (8ème rang pour le nombre de ménages, 5ème pour le montant restitué). On ne peut pas nous demander l'Union nationale et ne pas nous demander notre avis ("Tais-toi et vote") et garder ce paquet fiscal.

En même temps la crise est une opportunité car il faut regarder le temps sur le siècle pour comprendre ce qui a dominé l'Europe. De 1914 à 1944/45, ce sont 30 années de nationalismes avec le pire, le nationalisme racial avec les nazis. (la crise de 29 y est d'ailleurs pour quelque chose). De 1945 à 1975 environ, à nouveau 30 ans de domination culturelle social démocrate, même quand la gauche ne gouverne pas (je pense à de Gaulle en France). Enfin de 1979 à 2009, 30 ans de domination libérale sur le plan économique par sa version ultra avec Thatcher en 1979 au Royaume-Uni et Reagan en 1980 aux USA. La social-démocratie y a laissé beaucoup de plume. Un rapport de forces mondial n'était pas en sa faveur quand elle a dominé dans les gouvernements européens autour de l'an 2000. Il ne faut cependant pas tomber dans la nostalgie du capitalisme d'hier. Il était dur, inégal et lui aussi a connu ses crises.

La social-démocratie doit saisir ce moment de crise pour faire valoir ses principes, dans "l'économie sociale et écologiques de marché" adoptée dans la Déclaration de principes du Parti Socialiste en juin 2008 : régulation, contrôle du capitalisme...cette fois à l'échelle mondiale, arrêt du démantèlement ou de l'assèchement de l'Etat, des collectivités et des institutions sociales, réhabilitation de l'impôt et de la cotisation comme outils de solidarité et de redistribution.

Les élections européennes de juin 2009 en seront le premier rendez-vous avec le suffrage universel et il ne faudra pas se tromper. La crise du capitalisme ne signifie pas le retour du communisme.

Personne n'attend les recettes de Trotski pour diriger la France. Les nationalisations actuelles n'ont rien à voir avec celles de 1945 et 1981. On nationalise les pertes...en attendant de tout remettre sur le marché. Voilà pourquoi le congrès des socialistes est plus important que beaucoup d'autres dans le passé.

Un petit retour en arrière sur les années 2002-2006 s'impose :

2002, Nous avons le meilleur bilan, le meilleur candidat et Chirac est peu populaire. Pourtant c'est la catastrophe, Jospin est éliminé. 2007, Nous n'avons pas de bilan, nous avons une candidate plébiscitée dans nos primaires et dans les sondages, le gouvernement est impopulaire, Sarkozy est jugé impossible. Néanmoins, cela donnera au 1er tour le total gauche le plus faible depuis 1958 et 47% au 2^{ème} tour. Mais en même temps au second tour des législatives, on se redresse.

2004, nous avons eu trois élections que nous avons toutes gagnées et en 2008, même chose, nous avons remporté deux élections.

Depuis 1905, nous avons l'implantation locale la plus dense, on nous prédit même la présidence du Sénat en 2011. On finira par avoir le poste de Président de la République par l'intérim à défaut de l'avoir par l'élection. On nous donne les matchs amateurs mais pas le championnat, il doit bien y avoir une raison. Pourquoi ? On n'est pas assez unis ? Mais on a gagné 1981 dans la pire des divisions. On n'est pas assez à gauche ? Ceux qui prétendent être les meilleurs sur ce plan devraient faire un tabac aux élections et ce n'est pas le cas ! D'où l'importance d'un PS en ordre de marche et de travail, avec loyauté et aussi discipline quand les adhérents ont fait des choix et avec une direction stable.

Dans cette tourmente, le rôle du Premier secrétaire a été et restera décisif. François Hollande l'a fait et c'était plus difficile à partir de 2002. Son but premier a été de préserver l'unité du PS comme condition d'unité de la gauche. Ce ne fut pas facile après le départ de Lionel Jospin, avec la discorde européenne puis une primaire disputée. Tout cela laisse toujours des traces.

Finalement on est encore en bonne santé politique et on doit réussir. Mais nous avons des concurrents. L'UMP lance aujourd'hui son cycle d'ateliers intitulé : "Refondation du capitalisme". Il y aura 3 réunions les 15, 22 et 29 octobre baptisées : "ateliers du changement"... Il est temps ... mais pour changer quoi ?

Heureusement que nous avons à l'UMP des prévisionnistes professionnels. Je ne résiste pas à vous lire 2 ou 3 phrases de Mme Lagarde présentant le 16 octobre 2007, à l'Assemblée nationale le budget 2008 : "La situation internationale devrait nous être plutôt favorable...l'activité des Etats-Unis devrait s'accélérer...les tensions sur les marchés n'hypothèqueront pas sérieusement la croissance française...notre système bancaire est solide"....On peut lui décerner l'oscar de la prévoyance.

Cela m'amène à conclure en vous disant : pensons toujours à ce qu'on ferait si la gauche gouvernait. Elle n'enfermerait pas la France dans ses frontières. Le protectionnisme ne protège pas, il appauvrit. Elle ne pourrait pas décider toute seule sans tenir compte des autres, son choix européen est capital. Elle ne pourrait pas s'extraire du monde comme si elle pouvait bâtir un îlot de prospérité dans un monde tourmenté. Elle ne doit pas décevoir si demain elle dirige. C'est pourquoi ce congrès doit être celui de la vérité. Et de la clarté.

Bernard Poignant
Maire de Quimper